

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

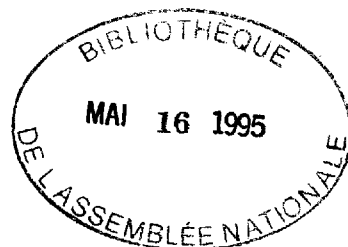
Projet de loi 238  
(Privé)

**Loi concernant certaines  
acquisitions par le Ste Marguerite  
Salmon Club et le Club de pêche  
Sainte-Marguerite**

---

**Présentation**

Présenté par  
M. Gabriel-Yvan Gagnon  
Député de Saguenay



---

Éditeur officiel du Québec  
1995



## Projet de loi 238

(Privé)

### **Loi concernant certaines acquisitions par le Ste Marguerite Salmon Club et le Club de pêche Sainte-Marguerite**

ATTENDU que le Ste Marguerite Salmon Club a été constitué en personne morale par le chapitre 70 des lois de 1886, entré en vigueur le 21 juin 1886;

Que, dans sa version française, le paragraphe 4° de l'article 2 de cette loi donnait au club le pouvoir « D'acquérir de temps à autre et de posséder, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, telles autres propriétés foncières que pourront exiger les besoins du club; », la disposition correspondante de la version anglaise se lisant ainsi: « To acquire from time to time, and hold, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, such other real estate as the wants of the club may require; »;

Que, par la suite, le Ste Marguerite Salmon Club est devenu propriétaire de différents immeubles par concession du gouvernement ou par achat du propriétaire mais qu'il n'a pas sollicité l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil dans les semaines ou dans les mois qui ont suivi ces acquisitions;

Que, le 5 juillet 1950, le Ste Marguerite Salmon Club a présenté au lieutenant-gouverneur en conseil une requête visant à faire approuver certains actes d'acquisition d'immeubles, qu'à la suite de cette requête, le gouvernement a adopté l'arrêté en conseil 810 du 12 juillet 1950 qui énonce valider la possession des propriétés foncières, déjà acquises par la corporation et décrites dans la requête versée au dossier 5319/50 du département du Procureur général, mais que ce dossier ne peut être retrouvé;

Que le nom de Ste Marguerite Salmon Club a été remplacé par celui de Club de pêche Sainte-Marguerite puis par celui de Corporation de pêche Sainte-Marguerite Inc.;

Que la Corporation de pêche Sainte-Marguerite Inc. prétend avoir retrouvé dans ses archives une copie de la requête qu'elle a présentée en 1950, qu'elle a donné accès à ce document au ministre de la Justice, qu'il est vraisemblable qu'il s'agisse effectivement d'une copie de la requête présentée en 1950 et que l'annexe A donne la liste des actes mentionnés dans ce document;

Que le Club de pêche Sainte-Marguerite est devenu propriétaire de différents immeubles en 1974 puis en 1987, par les actes mentionnés à l'annexe B, mais qu'il n'a pas soumis ces actes à l'approbation du gouvernement dans les semaines ou les mois qui ont suivi;

Que l'expression « real estate » utilisée dans la version anglaise du paragraphe 4° de l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1886 a un sens général et qu'à première vue, il est possible qu'elle couvre des actes par lesquels le Ste Marguerite Salmon Club, sous quelque nom qu'il ait porté, aurait acquis un droit réel immobilier autre que la propriété par exemple, une servitude au bénéfice d'un de ses immeubles sur un immeuble voisin;

Que, cependant, s'il est relativement fréquent que des lois d'intérêt privé constituant des personnes morales aient limité la valeur ou le revenu annuel des immeubles que ces personnes morales pouvaient acquérir ou encore qu'elles aient soumis l'acquisition d'immeubles par ces personnes morales à l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou du gouvernement, il ne semble pas avoir existé de cas dans lequel une loi d'intérêt privé constituant une personne morale ait soumis à l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou du gouvernement l'acquisition par cette personne morale d'autres droits réels immobiliers que la propriété et notamment de servitudes;

Que, dans les lois d'intérêt public actuellement en vigueur, il ne semble pas exister de dispositions qui obligent les personnes morales ou certaines d'entre elles à obtenir l'approbation du gouvernement pour acquérir de gré à gré d'autres droits réels immobiliers que la propriété et notamment des servitudes et qu'il en était vraisemblablement de même en 1886;

Qu'il est donc probable que, lorsqu'il était en vigueur, le paragraphe 4° de l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1886 était interprété comme s'appliquant uniquement aux actes par lesquels le

Ste Marguerite Salmon Club, sous quelque nom qu'il ait porté, acquerrait la propriété d'immeubles et non aux actes par lesquels il acquerrait d'autres droits réels immobiliers que la propriété et notamment des servitudes;

Que l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1886 a été remplacé par application de l'article 1 du chapitre 109 des lois de 1991, que le nouvel article 2 ne contient pas de disposition obligeant la corporation à obtenir l'approbation du gouvernement pour acquérir des immeubles, que le chapitre 109 des lois de 1991 est entré en vigueur le 12 décembre 1991, et qu'en raison de l'absence de pouvoir du gouvernement sur les acquisitions d'immeubles par la Corporation de pêche Ste-Marguerite Inc., il est douteux que celui-ci puisse approuver maintenant les acquisitions d'immeubles que cette personne morale, sous quelque nom qu'elle ait porté, a faites entre le 21 juin 1886 et le 11 décembre 1991;

Que dans certains actes mentionnés aux annexes A ou B, le cédant prétend céder tous ses droits dans le lit, les eaux et les grèves des parties de la rivière Sainte-Marguerite ou de ses tributaires bornant ou traversant certains lots mais qu'il n'est pas certain que de tels droits avaient été concédés par le gouvernement du Québec;

Que le gouvernement du Québec a l'intention d'acquérir de la Corporation de pêche Ste-Marguerite Inc. certains des immeubles visés dans la présente loi dans le cadre de l'établissement du Parc marin du Saguenay et qu'il est opportun que les vices de titre qui affectent ces immeubles soient corrigés;

#### LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** Les actes mentionnés aux annexes A ou B ne peuvent être annulés au motif qu'ils n'ont pas été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le gouvernement.

**2.** Il est déclaré qu'entre le 21 juin 1886 et le 11 décembre 1991, le paragraphe 4° de l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1886 n'obligeait pas le Ste Marguerite Salmon Club, sous quelque nom qu'il ait porté, à soumettre à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ou du gouvernement les actes par lesquels il acquerrait d'autres droits réels immobiliers que la propriété et notamment des servitudes.

**3.** La présente loi n'a pas pour effet de conférer à la Corporation de pêche Ste-Marguerite Inc. plus de droits dans le lit, les eaux ou les grèves de la rivière Sainte-Marguerite ou de ses tributaires qu'elle n'en aurait si les actes qui énoncent transférer de tels droits avaient été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le gouvernement dans l'année de la date à laquelle ils énoncent avoir été signés par les parties.

**4.** La publication de la présente loi au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Saguenay se fait par la présentation d'une copie conforme de ce document accompagnée d'un avis dans lequel sont désignés les immeubles visés.

**5.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

#### ANNEXE A (Article 1)

Actes mentionnés dans la copie conservée par  
la Corporation de pêche Ste-Marguerite Inc.  
de la requête présentée le 5 juillet 1950  
par le Ste Marguerite Salmon Club

Date de l'acte	Cédant	Lots du cadastre du canton d'Albert transportés en tout ou en partie	Numéro d'enregistre- ment au bureau de la division d'enregistre- ment de Saguenay
18 avril 1907	Gouver- nement du Québec	Lots D et G du rang est de la rivière	—
18 août 1917	Walter M. Brackett	Lot 19 du rang nord, branche est de la rivière	2483

5 octobre 1939	Solitude Salmon Club	Lots 1 et 2 du rang nord, branche est de la rivière	8386
		Lots 17 à 20 du rang nord, chemin Albert Droits de propriété et autres du vendeur dans les eaux, le lit et les grèves des parties de la rivière Sainte-Marguerite ou de ses tributaires bornant ou traversant ces lots	corrigé par l'acte enre- gistré sous le n° 8410
12 sep- tembre 1940	Louis Durand	Lots 1 à 9 du rang ouest de la rivière Droits de propriété et autres du vendeur dans les eaux, le lit et les grèves des parties de la rivière Sainte-Marguerite ou de ses tributaires bornant ou traversant ces lots	8634
12 sep- tembre 1940	Pierre Savard	Droits de propriété et autres du vendeur dans les eaux, le lit et les grèves des parties de la rivière Sainte-Marguerite ou de ses tributaires bornant ou traversant le lot 9 du rang nord, branche est de la rivière	8635
12 sep- tembre 1940	Léon Dufour	Droits de propriété et autres du vendeur sur les eaux, le lit et les grèves des parties de la rivière Sainte-Marguerite ou de ses tributaires bornant ou traversant le lot F rang est de la rivière	8636
12 sep- tembre 1940	Raoul Gauthier	Droits de propriété et autres du vendeur dans les eaux, le lit et les grèves des parties de la rivière Sainte-Marguerite ou de ses tributaires bornant ou traversant le lot 14 du rang nord, branche est de la rivière	8637

16 septembre 1940	David Durand	Lots 1 et 9, rang ouest de la rivière	8644
3 octobre 1942	Louis Gravel	Lots 18 à 20, rang nord, chemin Albert Tous les droits ou réclamation du vendeur dans les eaux, le lit ou les grèves de cette partie de la branche nord-est de la rivière Sainte-Marguerite avoisinant les lots 18 à 20 du rang nord, chemin Albert	9108
3 octobre 1942	Omer Gauthier	Lot 17, rang nord, chemin Albert	9110



ANNEXE B  
(Article 1)

Actes signés en 1974 ou en 1987

Date	Cédant	Lots du cadastre du canton d'Albert transportés en tout ou en partie	Numéro d'enregistrement au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay
17 juin 1974	J. Rodolphe Théberge	Lot 3, rang nord, branche est	81827
11 mai 1987	Rénald Béchar	Lot 3-3, rang nord, branche est Parties du lit de la rivière Sainte-Marguerite bornant ou traversant le lot 3-3, rang nord, branche est	144897